

Unité départementale de Lille  
44 rue de Tournai  
CS 40259  
59019 Lille

Lille, le 14/04/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 01/04/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **GALLOO FRANCE**

10 avenue Industrielle BP 23  
59520 Marquette-Lez-Lille

Références : -  
Code AIOT : 0007004253

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 01/04/2025 dans l'établissement GALLOO FRANCE implanté 10 AV INDUSTRIELLE 59520 MARQUETTE-LEZ-LILLE. L'inspection a été annoncée le 20/03/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Cette visite s'inscrit dans le cadre des actions nationales visant à identifier et réduire les émissions de PFAS dans les rejets des installations classées. L'autosurveillance des rejets eau du site a également été abordée.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- GALLOO FRANCE
- 10 AV INDUSTRIELLE 59520 MARQUETTE-LEZ-LILLE

- Code AIOT : 0007004253
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société GALLOO France SA Marquette (ex CIBIE Recyclage) est spécialisée dans la récupération, le recyclage et la revalorisation des métaux ferreux et non ferreux. Elle réceptionne et stocke des déchets de métaux et alliages de résidus métalliques ferreux, des véhicules hors d'usage (VHU) ainsi que des déchets d'équipements électriques et électroniques (DEEE). Les déchets réceptionnés sont broyés, triés (métaux ferreux, non ferreux, plastiques, terres...) et revalorisés.

Le site s'étend sur environ 4,8 ha et se situe sur la commune de Marquette-lez-Lille, en bordure du canal de la Deûle. Les activités du site sont réglementées notamment par l'arrêté préfectoral du 13/11/2023.

En outre, l'exploitant dispose des agréments pour la dépollution et le broyage des VHU.

#### Thèmes de l'inspection :

- AN25 PFAS TOP 99%
- Eau de surface

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
4	4. Définition d'un plan d'action de suppression/réduction des PFAS	Code de l'environnement du 08/01/2020, article L. 181-14	Demande d'action corrective	4 mois
6	6. Mesures de suppression/réduction	Code de l'environnement du 25/08/2021, article L. 110-1	Demande d'action corrective	4 mois
9	Rejets des eaux du site	Arrêté Préfectoral du 13/11/2023, article 3.3.1	Demande d'action corrective	1 mois
12	Prévention des risques technologiques	AP Complémentaire du 13/11/2023, article annexe 1 - art. 5.1.2	Demande d'action corrective	5 jours

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	1. Déclaration des résultats GIDAF	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4	Sans objet
2	2. Rejets aqueux de	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 32	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	PFOS		
3	3. Liste des substances PFAS	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 2	Sans objet
5	5. Mesures d'investigation	Code de l'environnement du 02/02/1998, article 2	Sans objet
7	7. Mesures de surveillance	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 2	Sans objet
8	Prélèvements et consommations d'eau	Arrêté Préfectoral du 13/11/2023, article 3.1	Sans objet
10	Rejets des eaux du site	Arrêté Préfectoral du 13/11/2023, article 3.4.1	Sans objet
11	Prévention des risques technologiques	AP Complémentaire du 13/11/2023, article Annexe 1 5.1.5	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Il revient à l'exploitant de définir un plan d'actions avec des délais associés visant à réduire les émissions de PFAS dans les rejets eaux du site et à le mettre en place.

Sur les autres paramètres, en particulier le plomb, des actions ont été entreprises postérieurement à la visite afin de réduire les dépassements ponctuels constatés. Leur efficacité reste à démontrer lors des prochains prélèvements.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : 1. Déclaration des résultats GIDAF

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Restitution correcte des résultats sur GIDAF
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant transmet les résultats commentés de ces campagnes d'analyse, par voie électronique, à l'inspection des installations classées au plus tard le dernier jour du mois suivant chaque campagne. Ces résultats sont transmis conformément à l'arrêté du 28 avril 2014 susvisé.
<b>Constats :</b>  Les analyses ont été faites et les résultats transmis via la plate-forme GIDAF. Les prélèvements ont été réalisés les 15 mai, 5 juin et 3 juillet 2024.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 2 : 2. Rejets aqueux de PFOS**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 32
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Respect de la valeur limite d'émission en PFOS de 25 µg/L
<b>Prescription contrôlée :</b>  4 - Autres substances dangereuses entrant dans la qualification de l'état des masses d'eau Par ailleurs, pour toutes les autres substances susceptibles d'être rejetées par l'installation, les eaux résiduaires rejetées au milieu naturel respectent les valeurs limites de concentration suivantes : [...]  Acide perfluorooctanesulfonique et ses dérivés* (PFOS) (45298-90-6 ; 6561) ≤ 25 µg/l  Les substances dangereuses marquées d'une * dans le tableau ci-dessus sont visées par des objectifs de suppression des émissions et doivent en conséquence satisfaire en plus aux dispositions de l'article 22-2-III du présent arrêté.
<b>Constats :</b>  Les 3 résultats de mesure font apparaître des concentrations en PFOS respectivement de 0,28 0,58 et 0,18 microg/l soit des flux de 0,13 0,0076 et 0,013 g/j. La VLE de l'arrêté ministériel est respectée pour les 3 prélèvements.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 3 : 3. Liste des substances PFAS**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 2
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Réalisation et tenue à jour de la liste de PFAS
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant d'une installation mentionnée à l'article 1er établit, sous trois mois, la liste des substances PFAS utilisées, produites, traitées ou rejetées par son installation, ainsi que des substances PFAS produites par dégradation. Il tient cette liste à jour à la disposition de l'inspection des installations classées.  Si de telles substances ont été utilisées, produites, traitées ou rejetées avant l'entrée en vigueur du présent arrêté, elles sont également mentionnées en tant que telles dans la liste, ainsi que la date à laquelle elles sont susceptibles d'avoir été rejetées.
<b>Constats :</b>  L'exploitant a établi une liste des PFAS potentiellement présents sur le site à partir de deux inventaires : <ul style="list-style-type: none"><li>• Un catalogue des polluants issu de la profession et des éco-organismes : 2 PFAS susceptibles d'être retrouvés dans les DEEE ont été ainsi identifiés en complément de la liste des 20 PFAS. Il s'agit des 6-2 FTS et du PFOSA. Ils ont été recherchés lors des 3 campagnes (cf. rapports d'analyse). Le 6-2 FTS est mesuré à des concentrations variant de</li></ul>

300 à 1200 ng/l. Le PFOSA est mesuré < 20 ng/l.

- un inventaire issu des FDS : aucun PFAS identifié dans les produits utilisés sur site (ex : huile machines, produits divers...) (hors déchets).

L'exploitant indique que l'établissement de cette liste est compliqué au regard de la variété et de l'hétérogénéité des gisements de déchets entrants : VHU, ferrailles, DEEE provenant aussi bien des professionnels (dont les éco-organismes et des artisans) que des collectivités ou des particuliers.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 4 : 4. Définition d'un plan d'action de suppression/réduction des PFAS

**Référence réglementaire :** Code de l'environnement du 08/01/2020, article L. 181-14

**Thème(s) :** Actions nationales 2025, Elaboration du plan d'action pour supprimer/réduire

##### **Prescription contrôlée :**

Toute modification substantielle des activités, installations, ouvrages ou travaux qui relèvent de l'autorisation environnementale est soumise à la délivrance d'une nouvelle autorisation, qu'elle intervienne avant la réalisation du projet ou lors de sa mise en œuvre ou de son exploitation. En dehors des modifications substantielles, toute modification notable intervenant dans les mêmes circonstances est portée à la connaissance de l'autorité administrative compétente pour délivrer l'autorisation environnementale dans les conditions définies par le décret prévu à l'article L. 181-32.

L'autorité administrative compétente peut imposer toute prescription complémentaire nécessaire au respect des dispositions des articles L. 181-3 et L. 181-4 à l'occasion de ces modifications, mais aussi à tout moment s'il apparaît que le respect de ces dispositions n'est pas assuré par l'exécution des prescriptions préalablement édictées.

##### **Constats :**

Aucun plan d'action n'a été formellement établi. L'exploitant souhaite terminer les analyses des sites français pour établir une bibliothèque de données. Les résultats sont disparates entre les différents sites Galloo (une quinzaine fait l'objet de campagnes de PFAS).

(cf. les difficultés d'identification des PFAS au regard de l'hétérogénéité des flux entrants évoquée au point de contrôle précédent).

L'exploitant compte s'appuyer :

- sur les fédérations professionnelles dont Galloo est membre ;
- récupérer les résultats des mesures prises en Belgique.

Il est également en attente des résultats des préconisations/orientations et de la méthodologie issues de la profession et du ministère.

Il rappelle qu'aujourd'hui ses activités ne génèrent que très peu d'effluents liquides (brumisation sur les zones à risque d'envol) et que les rejets sont issus des eaux de pluies qui ruissellent sur les parc à ferrailles.

Le traitement actuel est composé d'un bassin de décantation avec raclage des huiles en surface, puis passage dans un séparateur d'hydrocarbures, avant prélèvement éventuel et rejet final au réseau intercommunal (traitement par la station d'épuration de Marquette-lez-Lille).

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant établit un premier plan d'actions visant à identifier les sources potentielles d'émissions de PFAS (type de déchets...), précise les mesures qu'il compte prendre et le calendrier associé.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 4 mois

**N° 5 : 5. Mesures d'investigation**

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 02/02/1998, article 2
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Recherche des causes des émissions en PFAS et/ou en AOF
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant prend les dispositions nécessaires dans la conception l'aménagement, l'entretien et l'exploitation des installations pour :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>-prévenir l'émission, la dissémination ou le déversement, chroniques, directs ou indirects, de matières ou substances qui peuvent présenter des dangers ou inconvénients pour les intérêts protégés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement.</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'examen des 3 analyses réalisées par l'exploitant montre que la concentration en AOF est stable sur les 3 mesures (55, 68 et 76 microg/l). Cependant, le volume d'eau rejeté le 15/05 (1ère analyse) est très important (463 m3 contre respectivement 13 et 60 m3 lors des 2 mesures suivantes), ce qui conduit à un flux d'AOF très important. Ce rejet élevé est lié à la pluviométrie.</p> <p>L'exploitant indique que le débit rejeté est estimé et non mesuré. En effet, il ne dispose pas de mesure de débit en sortie de site, son arrêté préfectoral ne le lui impose pas. Le rejet est estimé à partir de la pluviométrie des stations météorologiques locales. Il retient la plus grande valeur des 3 stations les plus proches. Ainsi il majore son rejet.</p> <p>Sur les AOF, l'exploitant indique ne pas trouver d'explication dans la littérature ni auprès de son bureau d'étude ICPE (Tilda).</p> <p>La variabilité des déchets entrants rend cette identification compliquée. L'exploitant n'exclut pas la mise en place à terme d'un traitement adapté.</p> <p>L'exploitant n'utilise pas d'émulseur dans ses systèmes d'extinction incendie. Lors du dernier départ de feu (février 2024) dans les DEEE non dépollués, l'extinction s'est faite à l'eau non additivée.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant étudie les solutions techniques possibles pour mesurer son débit réel de rejet, à l'occasion d'une nouvelle campagne de mesure de PFAS qu'il lui est recommandé de faire.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 6 : 6. Mesures de suppression/réduction**

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 25/08/2021, article L. 110-1
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Mise en œuvre de mesures de réduction/suppression des

rejets
<b>Prescription contrôlée :</b>  1° Le principe de précaution, selon lequel l'absence de certitudes, compte tenu des connaissances scientifiques et techniques du moment, ne doit pas retarder l'adoption de mesures effectives et proportionnées visant à prévenir un risque de dommages graves et irréversibles à l'environnement à un coût économiquement acceptable
<b>Constats :</b>  Pas de plan d'action formellement défini ni de suppression possible identifiée à ce stade. Cf. points de contrôle plus haut.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  Demande d'un plan d'action (cf. plus haut)
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 4 mois

#### N° 7 : 7. Mesures de surveillance

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 2
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Surveillance des rejets aqueux de l'établissement
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant prend les dispositions nécessaires dans la conception l'aménagement, l'entretien et l'exploitation des installations pour : - respecter les valeurs limites d'émissions pour les substances polluantes ; - gérer les effluents et déchets en fonction de leurs caractéristiques et réduire les quantités rejetées ;
<b>Constats :</b>  cf. plus haut.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 8 : Prélèvements et consommations d'eau

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 13/11/2023, article 3.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Consommation en eau
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les prélèvements d'eau dans le milieu, non liés à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours, sont autorisés dans les quantités suivantes : 5500 m3/an réseau d'eau Les eaux pluviales de toiture du bâtiment de dépollution des VHU et de tri/démantèlement des



DEEE sont récupérées dans une cuve d'un volume minimal de 20 m<sup>3</sup> pour réutilisation .

**Constats :**

L'eau utilisée sur site provient essentiellement du réseau d'adduction d'eau potable : elle est destinée aux besoins sanitaires des salariés et à la brumisation. L'exploitant ne dispose pas de forage sur site.

Le registre des prélèvements a été consulté. Ils se sont élevés à 4 523 m<sup>3</sup> en 2024 et 4 680 en 2023.

L'exploitant indique la présence d'une cuve enterrée de récupération des eaux de toiture du bâtiment VHU. Lors de la visite terrain, en raison de l'encombrement de la dalle par des déchets métalliques, la présence de la cuve n'a pu être attestée par l'inspecteur.

L'exploitant précise que cette cuve sert à remplir le séparateur hydrocarbures après vidange, à alimenter les chasses d'eau des toilettes du bâtiment et à humidifier la voirie le cas échéant (à l'aide du godet d'une chargeuse).

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 9 : Rejets des eaux du site**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 13/11/2023, article 3.3.1

**Thème(s) :** Risques chroniques, Caractéristiques des rejets externes

**Prescription contrôlée :**

Les eaux résiduaires respectent les valeurs limites en concentration et flux ci-dessous (avant rejet au milieu considéré).

Points de rejet référencés n°1 et n°2

•pH : 5,5 à 8,5

+tableau VLE

Paramètre	Code SANDRE	Point de Rejet n° 1
<b>Concentration maximale (mg/l)</b>		
DCO	1314	2000
DBO5	1095	800
MES	1305	600
N global	1551	150

P total	1350	50
Hydrocarbures totaux	7007	5
Arsenic	1369	0,05
Cadmium	1388	0,05
Chrome	1389	0,15
Cuivre	1392	0,5
Plomb	1382	0,3
Nickel	1386	0,5
Zinc	1383	2
Mercure	1387	5 µg/l
Cyanures totaux	1390	0,2
Chloro-alcanes C10-C13	1955	25 µg/L
Dioxines et composés de type dioxines dont certains PCDD, PCDF et PCB-DL	7707	25 µg/L

Le décanteur déshuileur est nettoyé par une société habilitée lorsque le volume des boues atteint 2/3 de la hauteur utile de l'équipement et dans tous les cas au moins une fois par an. Ce nettoyage consiste en la vidange des hydrocarbures et des boues, et en la vérification du bon fonctionnement de l'obturateur. L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les justificatifs du nettoyage du décanteur déshuileur ainsi que les bordereaux de

traitement des déchets détruits ou retraités.

**Constats :**

Point de rejet n°1 : eaux pluviales de toitures et de voiries. Elles sont rejetées au réseau communautaire (STEP de Marquette-lez-Lille) après tamponnement et décantation dans un bassin et traitement par séparateur hydrocarbures. Vu lors de la visite terrain ces deux installations.

Les résultats de l'autosurveillance 2024 ont été examinés.

Des dépassements ponctuels sont notés :

- Plomb : 0,35 mg/l en mai 2024, 0,35 mg/l en novembre, 0,67mg/l en décembre et de nouveau 0,35 mg/l en février 2025.
- Zinc : un dépassement ponctuel est noté : 3,6 mg/l en décembre.

Tous les paramètres sont en augmentation en décembre 2024 ce qui peut être représentatif d'une saturation du bassin de décantation et du débourbeur (nettoyage à faire).

Les autres paramètres ne présentent pas de dépassement.

L'exploitant précise qu'un nettoyage du débourbeur est prévu le lendemain de l'inspection (02/04). Un nettoyage du bassin de décantation est également prévu (fréquence habituellement retenue tous les 4 ans). L'intervention a finalement eu lieu le 08/04 : vu le bon d'intervention communiqué postérieurement à l'inspection.

Le prochain prélèvement d'eau pour analyse est prévu à partir du 6 ou 7 avril (si période pluvieuse).

A noter l'absence de débitmètre (cf. plus haut).

Point de rejet n°2 : eaux vannes rejetées au réseau communautaire (STEP de Marquette-lez-Lille).

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant s'assure de l'efficacité des actions de nettoyage entreprises pour revenir à la conformité, en particulier s'agissant des rejets de plomb.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 1 mois

**N° 10 : Rejets des eaux du site**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 13/11/2023, article 3.4.1

**Thème(s) :** Risques chroniques, Fréquence de contrôle des rejets

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant réalise les contrôles suivants :

Pt rejet	Paramètre	Type de suivi	Périodicité de la mesure

N°1	DCO	Prélèvement 24h	mensuelle
DBO5			
MES			
N global			
P total			
Hydrocarbures totaux			
Arsenic			
Cadmium			
Chrome			
Cuivre			
Plomb			
Nickel			
Zinc			
Mercure			
Cyanures totaux			
Chloro-alcanes C10- C13	trimestrielle		

C13			
Dioxines et composés de type dioxines dont certains PCDD, PCDF et PCB-DL	annuelle		
<p>Après une année de surveillance, la fréquence d'analyse mensuelle pourra être modifiée à la demande de l'exploitant si au terme de cette période le paramètre est stable et en dessous de la valeur limite d'émission, comme le prévoit l'arrêté ministériel du 17 décembre 2019 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables à certaines installations de traitement de déchets relevant du régime de l'autorisation et de la directive IED.</p>			
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'inspection note que les fréquences de prélèvements sont respectées. A noter :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• pas de prélèvement en janvier 2024 car période de gel</li> <li>• pas de prélèvement en mars car période sèche sans rejet.</li> </ul>			
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>			

#### N° 11 : Prévention des risques technologiques

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 13/11/2023, article Annexe 1 5.1.5
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Dispositifs de rétention et de confinement des déversements
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>...</p> <p>Le confinement est assuré par un bassin étanche ainsi que dans les réseaux enterrés de collecte des eaux pluviales. L'exploitant est en mesure de justifier d'un volume total disponible de 725 m<sup>3</sup>. La mise en œuvre du confinement fait l'objet d'une consigne écrite interne à l'établissement . Des exercices réguliers au minimum une fois par an.</p> <p>...</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Lors de la visite du 20/02/2024, l'inspection avait constaté l'insuffisance du volume de rétention des eaux d'incendie. Une demande d'action corrective avec un délai de 30 jours avait été faite. Le jour de la présente visite, l'inspecteur a noté la mise en place d'une bâche souple supplémentaire de 200 m<sup>3</sup> avec une pompe de relevage, portant le volume de rétention des eaux à 765 m<sup>3</sup>.</p> <p>Bâche et pompe vues lors de la visite terrain. Volume de 200 m<sup>3</sup> indiqué sur la bâche.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 12 : Prévention des risques technologiques**

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 13/11/2023, article annexe 1 - art. 5.1.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Stockage des DEEE
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les DEEE en attente de désassemblage sont stockées sur une aire extérieure dédiée de 390 m <sup>2</sup> . Cette aire est ceinturée sur trois faces par les éléments en béton de type légos d'une hauteur minimale de 3,5 m. La hauteur de stockage de DEEE sur cette aire n'excède pas 2,5 mètres.
<b>Constats :</b>  A la suite de l'incendie de DEEE survenu le 18/02/2024, l'inspection demandait à l'exploitant (cf. rapport du 20/02/2024) : <ul style="list-style-type: none"><li>• d'engager une réflexion sur la taille des îlots créés et d'envisager de les réduire et de les écarter autant que faire se peut du bâtiment dédié au démontage (cas des DEEE issus des professionnels), le but étant de réduire le risque d'un incendie généralisé à la zone et de faciliter la circulation des secours entre les îlots en cas d'intervention.</li><li>• d'étudier l'installation d'un moyen de lutte à demeure à proximité immédiate des stocks de DEEE non dépollués.</li></ul> Lors de la présente inspection, il a été noté la présence de 107,2 tonnes de DEEE (soit environ 571 m <sup>3</sup> ) dont plusieurs bacs le long du bâtiment DEEE, dans une zone non couverte par les caméras thermiques et le système d'extinction automatique. L'exploitant a indiqué que ce stockage était temporaire : les bacs venaient d'arriver et seront retirés le lendemain. Postérieurement à la visite, l'exploitant a confirmé (photo à l'appui transmise le 03/04), le retrait des bacs de cette zone (les DEEE ont été traités). Vu le système de caméras thermiques et l'installation sur un mât en hauteur d'une lance incendie permettant d'atteindre tous les points du stockage de DEEE en façade du bâtiment. Cette lance est à déclenchement et orientation vers le feu automatiques. Lance non testée lors de la visite.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant s'assure de n'entreposer ses DEEE non dépollués que sur des zones couvertes par la détection incendie et le système d'extinction.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 5 jours